



Déclaration préliminaire CIAS du 6 novembre 2018

ASI : le démantèlement est en marche !

La période est sombre. Depuis des mois, les salariés, les privés d'emplois, les retraités subissent des attaques de plus en plus violentes de la part du gouvernement.

Les mesures gouvernementales, trop injustes et prenant pour alibi la réduction de la dette publique sans parvenir à la réduire, aboutissent à une dégradation de la situation des travailleurs alors que les cadeaux aux plus riches se multiplient

La Fonction Publique n'est pas épargnée, bien au contraire. Les annonces faites par le ministre Darmanin, notamment au travers de « CAP 2022 », prouvent que ce gouvernement veut en finir avec le statut des fonctionnaires.

Les effectifs de la Fonction Publique baissent, le pouvoir d'achat pour les agents de la fonction publique baisse, les budgets baissent, le nombre de contractuels augmente, la précarité augmente, les inégalités augmentent, les conditions d'exercice de la démocratie sociale dans la Fonction Publique ne sont plus garanties, l'arbitraire s'installe... et au milieu coule l'Action Sociale Interministérielle.

Un projet de loi glissé en catimini sur l'assujettissement de l'action sociale risque d'étouffer notre pouvoir d'agir ; la taxation de l'action sociale signifiera l'extinction de toutes les actions sociales...

Ce CIAS, dernier avant les prochaines élections professionnelles, convoqué à une date et à une heure qui montrent le peu d'intérêt qui lui accorde l'administration vient clôturer une mandature chaotique, marquée par la régression, le mépris du dialogue social et se soldant par un bilan calamiteux :

- Un budget qui ne cesse de baisser (- 15% depuis 2010), plombé par une sous-consommation organisée, par des gels et des surgels, instrumentalisant le budget de l'ASI comme variable d'ajustement budgétaire !
- L'impossibilité pour les agents d'accéder à leurs droits tant la délégation des crédits par l'administration est déplorable (exemple du versement de l'AIP)
- La surdité et l'inertie du Ministère sur l'avenir de l'action sociale

interministérielle, le jeu de dupes de cette dernière mandature, où les négociations annoncées ont été arrêtées unilatéralement !

- L'indifférence de la DGAFP vis-à-vis du travail considérable mené par l'intersyndicale (cf CIAS du 14 décembre 2017) ; des multiples propositions faites sur tous les sujets ces dernières années au CIAS n'ont pas été mises en œuvre
- Le silence assourdissant du Ministère, pour sécuriser législativement, fiscalement et financièrement l'ASI !
- La décision coupable de non-assistance à la situation de danger vital pour l'activité des SRIAS, en n'octroyant par instance régionale qu'un seul suppléant par titulaire au lieu de 2 !
- Le jeu de dupe entre DGAFP et Préfectures (PFRH), visant à se renvoyer les responsabilités pendant qu'on retire les moyens aux SRIAS pour fonctionner, comme dans le Grand-est, en Hauts de France et dans de trop nombreuses SRIAS !
- Un CIAS, qui est devenu une simple instance d'enregistrement, ou l'administration refuse d'aborder les questions de fond ou d'y apporter des réponses !

Ce qui confine, in fine, au mépris des agents et pensionnés bénéficiaires de l'action sociale interministérielle.

La CGT, FO, la FSU et SOLIDAIRES refusent d'être la caution et l'alibi de cette pseudo-concertation.

Nous ne siégerons pas aujourd'hui !